

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session

Rome, 8-9 septembre 2004

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

EN FAVEUR DE LA

COALITION INTERNATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE

POUR LE

PROGRAMME VISANT À RENFORCER LA SÉCURITÉ D'ACCÈS DES RURAUX PAUVRES À LA TERRE ET AUX SERVICES D'APPUI CORRÉLÉS

TABLE DES MATIÈRES

I. CONTEXTE	1
II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA	1
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	3
IV. PRODUITS/BÉNÉFICES ESCOMPTÉS	3
V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	4
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	4
VII. RECOMMANDATION	5
 APPENDICES	
I. ILC PROGRAMMES AND ACTIVITIES (PROGRAMMES ET ACTIVITÉS DE LA COALITION INTERNATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE)	1
II. STRENGTHENING COLLABORATION WITH IFAD (RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION AVEC LE FIDA)	3

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE DON D'ASSISTANCE
TECHNIQUE
EN FAVEUR DE LA
COALITION INTERNATIONALE POUR L'ACCÈS À LA TERRE
POUR LE
PROGRAMME VISANT À RENFORCER LA SÉCURITÉ D'ACCÈS DES RURAUX
PAUVRES À LA TERRE ET AUX SERVICES D'APPUI CORRÉLÉS**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique (DAT) en faveur de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour le Programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés, d'un montant de 900 000 USD pour la première tranche du don qui s'étendra sur une période de deux ans (2005-2006).

I. CONTEXTE

1. Le FIDA et la Coalition internationale pour l'accès à la terre reconnaissent tous deux l'importance stratégique des questions foncières dans la lutte contre la pauvreté rurale. En ayant organisé la Conférence sur la faim et la pauvreté en 1995, le FIDA a insufflé le dynamisme voulu pour appeler à nouveau l'attention des instances nationales et internationales sur la question de l'accès à la terre.
2. La Coalition s'est fait connaître comme un mécanisme novateur par sa capacité à réunir la société civile, les organes intergouvernementaux et les organisations financières internationales et gouvernementales afin qu'ils conjuguent leurs forces dans un effort concerté pour aborder les aspects politiquement délicats de la question foncière.
3. La Coalition a reçu un mandat qui la rattache de près à la mission et aux activités du FIDA. Elle jouit d'une assez grande autonomie puisque ses partenaires se chargent de formuler et de réaliser les activités convenues et assument pleinement leur rôle de partenaires du développement. Outre les nouveaux membres qui viennent de la société civile, elle jouit aussi d'une participation accrue au niveau intergouvernemental et gouvernemental.

II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. Sur le plan mondial, l'utilité de la Coalition se traduit, entre autres, par le rôle qu'elle a joué dans l'organisation (avec le FIDA) de la table ronde ministérielle sur les questions foncières lors du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social (ECOSOC) qui s'est tenue à Genève en 2003, et en présidant conjointement avec le Président de la République du Bénin la partie consacrée aux questions foncières lors du débat de haut niveau de la session de fond de l'ECOSOC tenue à New York le 30 juin 2004.
5. Sur le plan national, les partenariats de l'Alliance foncière en vue du développement national (LAND) relevant de la Coalition unissent les acteurs du secteur public et du secteur privé pour déboucher sur la concertation. Les partenaires de la Coalition ont ainsi l'occasion de faire entendre

leur voix dans la formulation des décisions concernant les politiques, réglementations et procédures régissant l'accès à la terre et de fournir des services de soutien à la production ou d'en faciliter l'accès.

6. La Coalition s'efforce de consolider les capacités de ses membres et partenaires pour permettre aux ruraux pauvres, et spécialement aux paysans sans terre ou quasiment sans terre et aux petits exploitants, d'obtenir et de conserver un accès garanti à la terre. L'appendice I décrit les six domaines du programme dans lesquels la Coalition intervient pour atteindre cet objectif.

7. La Coalition cherche à renforcer ses partenariats avec chacun de ses membres. Le FIDA, en sa qualité de membre et d'hôte du Secrétariat de la Coalition, a étudié avec elle les moyens par lesquels elle pourrait améliorer sa collaboration en termes d'échange et de gestion des savoirs, de plaidoyer, d'élaboration de la politique et, en particulier, d'une coopération plus étroite avec les programmes du FIDA. On trouvera à l'appendice II l'exposé de certaines des activités menées de concert avec le FIDA.

8. La Coalition est l'expression tangible du rôle de "courtier honnête" joué par le FIDA dans la constitution de partenariats. Ses relations avec le FIDA illustrent aussi le rôle de chef de file joué par celui-ci dans un contexte international qui vise au partenariat, à l'harmonisation, à la synergie et à l'efficacité des donateurs dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement.

9. Les membres de la Coalition ont mené à bien un processus de consultation qui a abouti à l'approbation officielle du Cadre stratégique pour 2004-2006 lors de la réunion tenue par le Conseil de la Coalition les 28 et 29 juin 2004. Ce cadre précise la manière dont la Coalition entend contribuer au recul de la pauvreté rurale en améliorant la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre.

10. Ce cadre fixe à la Coalition les deux objectifs suivants:

- renforcer les capacités de ses membres et partenaires à aider les paysans sans terre et les petits exploitants à obtenir et conserver un accès garanti à la terre ainsi que les services connexes de soutien à la production;
- faciliter l'ouverture d'un espace de dialogue avec les décideurs.

11. Les axes stratégiques qui orienteront les activités de la Coalition sont les suivants:

- documenter et échanger les savoirs;
- faire la démonstration des innovations, les piloter et en faire l'essai;
- reproduire et étendre à plus large échelle les meilleures pratiques;
- former des réseaux pour renforcer le pouvoir d'action collective;
- affermir les campagnes locales et mondiales plaidant la cause de la Coalition;
- rendre compte de l'adhésion aux accords et objectifs internationaux;
- élaborer les instruments de suivi et d'évaluation des progrès réalisés dans la voie d'un accès plus équitable à la terre; et
- entreprendre des actions-recherches pour trouver des solutions appropriées à la nature changeante des questions foncières et aux nouveaux défis qu'elles soulèvent dans le contexte mondial actuel.

12. Le FIDA et la Coalition s'accordent sur la nécessité et les perspectives d'une collaboration plus étroite et reconnaissent qu'au cours des deux prochaines années celle-ci devrait être centrée sur des actions et résultats spécifiques. Ils estiment aussi qu'au cours de cette période il faudrait évaluer la valeur ajoutée par la Coalition au renforcement de l'impact des opérations du Fonds.

13. Le FIDA et la Coalition considèrent tous deux que ce partenariat stratégique consistera notamment à:

- produire, échanger et gérer les savoirs;
- mener des activités de plaidoyer et de concertation aux niveaux national et international;
- aider le FIDA à formuler des orientations politiques dans les domaines de spécialisation et d'expérience de la Coalition;
- consolider les relations avec les parties prenantes de la Coalition et du FIDA, en particulier avec la société civile au sein des divers pays et en partenariat avec les divisions du FIDA et les gestionnaires des programmes de pays;
- élaborer avec le Département gestion des programmes (PMD) du FIDA des activités déterminées pour améliorer la conception et l'exécution des programmes de pays, la concertation au niveau du pays, les capacités techniques et les rôles et attributions du PMD dans les cas où la Coalition pourrait être pour lui un collaborateur ou un partenaire actif;
- mener les travaux en partenariat étroit avec les organisations de la société civile et consolider ainsi leur prise en charge du programme de la Coalition et des résultats de ses recherches; et
- accroître la contribution de la Coalition aux projets financés à l'aide d'un prêt et visant à améliorer, sur le plan national et à l'échelon local, la structure des mesures incitant la communauté et les bénéficiaires à investir du travail et du capital dans la gestion durable des ressources naturelles.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

14. Le don proposé contribuera à satisfaire les besoins opérationnels, administratifs et de programme de la Coalition jusqu'au 31 décembre 2006.

15. La Coalition doit se doter d'un secrétariat entièrement fonctionnel pour répondre aux besoins de ses membres et du FIDA, montrer ce qu'elle peut apporter aux donateurs actuels et potentiels et disposer des compétences voulues pour répondre aux exigences esquissées dans le présent document. Le don proposé, qui s'étendra sur une période de deux ans, permettra à la Coalition de recruter, en consultation avec le FIDA, des spécialistes auxquels elle pourrait offrir un contrat d'une durée suffisante pour attirer les candidats ayant le niveau de compétence et l'expérience nécessaires.

16. Le don permettra également à la Coalition de mobiliser des ressources pour étendre le cercle des donateurs afin de diversifier sa base financière. La Coalition a remis au FIDA une analyse de sa situation financière actuelle et passée ainsi que du soutien des donateurs dont elle jouit déjà ou qu'elle espère obtenir.

IV. PRODUITS/BÉNÉFICES ESCOMPTÉS

17. Le don fournira les ressources nécessaires pour obtenir les résultats suivants:

- doter la Coalition des moyens voulus pour exécuter le programme de travail décrit aux appendices I et II ainsi que les travaux découlant des axes stratégiques visés aux paragraphes 11 et 13;
- établir un secrétariat entièrement fonctionnel doté d'un personnel qualifié capable de s'acquitter des fonctions afférentes aux domaines suivants: gestion du programme, régime d'occupation des terres, activités de plaidoyer et de concertation, communications et gestion des savoirs, et mobilisation des ressources. Grâce à ce personnel supplémentaire, la

Coalition pourra nouer avec ses membres et partenaires les relations voulues pour exercer efficacement ses activités dans plus de 35 pays;

- fournir à la Coalition les moyens de réaliser un programme de mobilisation des ressources dans un laps de temps raisonnable pour obtenir l'aide des donateurs qui ont déjà fait preuve d'intérêt et pour en rechercher d'autres;
- mener avec le FIDA un ensemble d'activités convenues grâce auxquelles le FIDA pourra mieux évaluer la contribution apportée par la Coalition et définir ainsi les relations qu'il souhaiterait nouer avec elle à l'avenir;
- gérer le portefeuille actuel de projets (plus de 45);
- mettre en œuvre le Cadre stratégique pour 2004-2006, y compris les processus de transformation stratégique et managériale nécessaires pour faire évoluer les méthodes de travail actuelles de la Coalition et la recentrer de plus près sur le rôle défini par la stratégie formulée à l'issue d'une analyse attentive de ses premières années d'activité.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

18. Le don proposé est destiné à soutenir les opérations et l'administration de la Coalition dans les catégories d'activités décrites plus haut. Du fait qu'il est non seulement le donateur, mais aussi un membre de la Coalition et le co-président de son Conseil, le FIDA participera directement aux processus internes qui définiront l'utilisation annuelle de ce don.

19. Le programme de travail et budget annuel est soumis à l'approbation du Conseil de la Coalition et du Président du FIDA. Le don sera donc utilisé selon les modalités et dans les domaines de travail décrits ci-dessus et tels que présentés dans le programme de travail et budget annuel approuvé.

VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

20. Le financement total envisagé par le FIDA est d'environ 1,87 million de USD, échelonné sur deux phases d'un an chacune – 2005 et 2006. Dans un premier temps, le Conseil d'administration est invité à approuver un don de 900 000 USD pour la première phase. Après un examen des progrès et réalisations fait par le FIDA en 2005 et jugé satisfaisant, un don de 965 000 USD pour la seconde phase sera soumis à l'examen du Conseil d'administration.

Poste	Année 1 en USD	Année 2 en USD	Total en USD
Organe directeur et autres réunions	70 000	70 000	140 000
Dépenses de personnel	700 000	750 000	1 450 000
Dépenses de fonctionnement ^a	130 000	145 000	275 000
Total de la contribution du FIDA	900 000	965 000	1 865 000

^aNotamment, dépenses afférentes aux publications, aux voyages de service, aux activités médiatiques, etc.

VII. RECOMMANDATION

21. Le Conseil d'administration est invité à approuver le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, aux fins de financer en partie le programme visant à renforcer la sécurité d'accès des ruraux pauvres à la terre et aux services d'appui corrélés de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pendant la première année d'une période de deux ans commençant en janvier 2005, accordera à la Coalition internationale pour l'accès à la terre un don ne dépassant pas neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

ILC PROGRAMMES AND ACTIVITIES

1. The Coalition supports one or more of the following six programmes with each of its country-level partner(s).
2. First, the **Knowledge Programme** helps civil society, governments and intergovernmental organizations learn from each other by identifying, documenting and sharing practical experiences, with an emphasis on community-level approaches. It also tests the replicability of civil society experiences with the goal of encouraging governments to incorporate into public policies those with potential for scaling up. At present, 12 ILC grants (source: Italian Supplementary Fund) are being provided to civil society organizations to cover documentation, publication and dissemination costs.
3. Second, the **Network Support Programme** strengthens civil society networks at the country level so that resource-poor households can negotiate their access to resources from a position of collective strength. The aim is for networks and their members to be: (i) informed of policy and programme opportunities; (ii) educated on how to engage the political process; (iii) organized to negotiate with vested interests; (iv) informed on how communities elsewhere have achieved their objectives; and (v) assisted by non-governmental organizations (NGOs) and other stakeholders in opening spaces enabling them to take part in decision-making with relevant authorities. Coalition grants (source: Government of Italy) will support ten network-building projects.
4. Third, the **Community Empowerment Facility (CEF)** strengthens the capacity of communities to gain and maintain access to land and related productive resources. It supports innovative projects that are expected to provide lessons that will be useful to the communities themselves, and to those elsewhere in the same country or possibly in other countries. Financed by the World Bank and IFAD, the CEF is currently supporting 25 projects: one global, one regional and the others involving 16 countries, namely Albania, Argentina, Bolivia, Cameroon, Georgia, Guatemala, Guyana, India, Indonesia, Nicaragua, Malawi, Mozambique, The Philippines, South Africa, Uganda and Zimbabwe. These 25 projects involve grants ranging from USD 32 000 to 100 000 (grant ceiling). A project advisory committee (with representatives from IFAD, the Land Tenure Service of the Food and Agriculture Organization of the United Nations and three civil society organizations) advises the ILC Secretariat through the project review process. It approved the 35 funded projects from an initial assessment of over 175 concept papers. The IFAD representative engages the country portfolio managers (CPMs).
5. Fourth, the **Women's Resource Access Programme (WRAP)** raises national and international understanding of the need to improve women's access to land by documenting and bringing women's views and opinions into decision-making. WRAP also provides practitioners with a rapid and low-cost means for incorporating women's resource issues into project identification, design, implementation and evaluation. With funding from the Japanese trust fund, WRAP was implemented in Cambodia, India, Indonesia and Nepal. In each country, the implementing partner has replicated WRAP in other districts. The results of each WRAP have been published jointly by the three sponsors – IFAD, the Land Coalition and the Japanese Women-in- Development Trust Fund. The success of the Asian activities led to support from the Department for International Development Trust Fund for replication in four countries of Africa. The first replication, in May 2003 in Kenya, was incorporated into IFAD's project preparation process.
6. Fifth, **Towards a Common Platform on Access to Land** aims to build a global consensus (platform) on land issues. The Common Platform is an iterative forum for dialogue, joint pilot activities and consultation (often in the context of national, regional and international workshops and conferences) to build a more common analysis, shared visions and the political will to address land issues. This programme is used by governments, civil society and intergovernmental organizations to

APPENDIX I

stimulate land policy debates and focus them on concrete actions – the platform outlines practical actions for different stakeholders at various levels. It was widely endorsed by delegates to the World Summit on Sustainable Development (WSSD), many of whom have participated actively since its launching at the Eighth Session of the United Nation’s Commission on Sustainable Development.

7. Sixth, **Land Alliances for National Development (LAND) partnerships** aim to work with governments to develop or strengthen country-level multi-stakeholder mechanisms that can provide an ongoing forum where those affecting, and those affected by, decisions on land access, use and management can work together to examine pertinent issues. LAND partnerships are a tool to advise on, debate and negotiate the implications of proposed policy reform and the need for changes to related productive services. Projects have been initiated in Guatemala, Indonesia, The Philippines and South Africa. The Netherlands Government is providing the funding for the pilot stage.

8. Further to these programmes, the Coalition is actively involved with IFAD in the design of an action research programme aiming at more fully incorporating land activities into IFAD/Belgian Survival Fund Joint Programme programmes in Niger and Uganda.

STRENGTHENING COLLABORATION WITH IFAD

1. The ILC and IFAD have recognized and agreed to foster the synergies and mutual benefits to be achieved by more active collaboration between the two organizations. A specific programme of work and activities will be established with measurable outcomes and target dates. Among the opportunities, the following are some ongoing activities that can and need to be built upon so that they will become more effective contributions to the mission of each organization.
2. Working together takes direct and indirect forms. Appendix I, on programmes and activities, contains examples of both. Numerous initiatives with CPMs are underway to expand the current scope of direct activities. These range from working with IFAD's Technical Advisory Division to make the links between gender and water issues, to common research and the design of several collaborative field projects. CPMs are gradually availing themselves of the CEF by encouraging their country partners to benefit from this programme. CPMs turn to the Coalition's database for information on NGOs and networks. There is greater scope for IFAD-Coalition collaboration in the project cycle. In collaboration with each of IFAD's five regional directors, ILC will take the lead in the development of a deeper level of collaboration at the country level.
3. Direct, country-level involvement with IFAD currently occurs in Burkina Faso, Ecuador, Guatemala, Indonesia, Kenya, Nicaragua, The Philippines and Sri Lanka. In relation to the Belgian Survival Fund (BSF), a joint BSF/IFAD/ILC project formulation is being finalized for Niger and Uganda. IFAD is also involved in ILC Land Partnerships and invited to all country-level events, which adds South Africa to the list of countries of engagement.
4. Policy work with IFAD has taken many forms from the Commission on Sustainable Development to ECOSOC to WSSD, to assisting in the preparation of IFAD messages on land in publications, studies, communications, and content of speeches by IFAD officials. The ILC could be more engaged in IFAD project formulation and policy dialogue at country levels and in helping IFAD to elaborate a corporate policy on access to natural resources, especially land. This would be welcomed and would reflect the common interests and agreements of IFAD and ILC to have a defined and measurable plan for more active collaboration.
5. In other ways, working together is indirect. Strengthening the voice of communities in public decision-making creates a demand that needs to be present to underpin IFAD's efforts to be proactive in promoting land and other access issues in its lending programmes. Directors often cite that governments dismiss issues such as land, saying they have no signs of demand. Strengthening the influence of institutions of the rural poor is essential to these processes.
6. IFAD through its Technical Advisory Division (PT) is one of five organizations serving on the Project Advisory Committee for the Community Empowerment Facility, which is currently financing 35 projects. CPMs are consulted on projects being considered in their countries of responsibility to foster opportunities for further collaboration. In this way, IFAD's experience guides the selection and implementation of these projects.
7. The ILC is contributing to a number of IFAD thematic groups/working groups, such as those on gender, community-based natural resource management and land and water. It is also assisting PT in preparing one of the case studies on the Initiative for Mainstreaming Innovation.
8. The ILC has just completed a study and documentation of the Ecuadorian Land Fund, an IFAD initiative. This very significant case has been documented in order to help advise other countries on how to establish a land fund. Land funds are expected to become increasingly prominent as a result of a new provision in World Bank policy enabling lending for this purpose. In documenting and

disseminating this successful IFAD experience, the ILC is not only raising the profile of IFAD but also encouraging other intergovernmental, governmental and civil society organizations to take up IFAD experience, to reflect it in public policy and to replicate and scale up IFAD models.

9. Due to the large and growing numbers of ILC members and partners in all geographic regions, IFAD frequently calls upon the Coalition for contacts, information and advice vis-à-vis civil society and social movements.

10. While the Coalition's structure, governance and ways of work are as an alliance of equals, it is evident to all partners that IFAD has somewhat higher exposure than the others. The situation is similar to that of the World Bank, which hosts the Consultative Group to Assist the Poor – a mechanism that like the ILC has its origins in fostering a microfinance coalition.

